

---

ELEMENTS SUR L'ACTIVITE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Au cours du premier semestre 1973 le secteur du bâtiment et des travaux publics a connu un haut niveau d'activité, poursuivant ainsi la tendance observée depuis le début de 1972. Un tel jugement sera ici principalement fondé sur les résultats des enquêtes de conjoncture, car une accélération de la croissance de la productivité du travail qui peut fausser tout jugement basé sur l'activité de la main-d'oeuvre et l'incidence des conditions climatiques au cours des hivers rendent malaisée l'appréciation à partir des statistiques classiques disponibles de l'évolution conjoncturelle de la production dans ce secteur

La clémence de la température au cours de l'hiver 1972-1973, voisin à cet égard de l'hiver 1971-1972, a eu une forte incidence sur l'activité du bâtiment et des travaux publics : ainsi la partie de l'indice de la production industrielle qui concerne cette branche et qui n'est qu'un indice d'activité (heures-ouvriers travaillées), corrigé forfaitement pour tenir compte de la croissance de la productivité du travail, a connu des niveaux très élevés fin 1972-début 1973, puis s'est nettement replié. De même cette mesure indirecte de l'activité du bâtiment qu'est l'indice de la production de matériaux de construction (1) fait apparaître un fléchissement au printemps ; si toutefois pour cette branche on examine les résultats des enquêtes de conjoncture auprès des industriels, on constate qu'à l'été 1973 les stocks étaient faibles, le niveau de la demande élevé. Il semble ainsi que, par delà les aléas climatiques et sous réserve peut-être d'une insuffisance des capacités qui aurait pu entraîner un ralentissement de l'offre dans cette branche, la production de matériaux de construction poursuive sa croissance à un rythme de l'ordre de 10 % l'an, rythme connu depuis la fin de 1971 ou le début de 1972.

En dépit d'une réduction assez régulière - par delà des aléas - depuis l'été 1970 d'une durée du travail qui reste fort élevée (près de 48 heures par semaine) la réduction des effectifs dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, amorcée au début de 1970, s'est, selon l'enquête du Ministère du Travail, poursuivie jusqu'à l'automne 1972. Les résultats au premier janvier et surtout au premier avril 1973 semblent indiquer une reprise de la croissance des effectifs (2). Toutefois le résultat au premier juillet, même s'il est susceptible d'une importante révision en hausse, montre que la croissance des effectifs est moindre que celle enregistrée de l'été 1968 à la fin de 1969 ; le repli du nombre de demandeurs d'emploi pour des métiers du bâtiment,

---

(1) La branche "matériaux de construction" n'assure que 22 % des consommations intermédiaires du bâtiment et des travaux publics (les consommations intermédiaires représentent au total 47,5 % de la production de la branche BTP), mais sa production est presque entièrement destinée au secteur BTP.

(2) que ne font toutefois pas apparaître les indices d'effectifs élaborés par les Fédérations professionnelles.

qui était apparu de l'été 1972 au printemps 1973, a fait place à une remontée au cours des derniers mois ; le fléchissement au cours des années 1970 et 1971 du nombre de travailleurs immigrants étrangers recensés par l'O.N.I. s'est interrompu depuis le début de 1972, mais a été suivi d'une stabilisation, non d'une reprise.

Il est malaisé, il est vrai, de discerner dans ces mouvements d'effectifs ce qui résulte d'une évolution de l'offre de travail de la part d'entrepreneurs qui, par l'industrialisation, ont des besoins en personnel moins importants et ce qui résulte de difficultés d'embauche : ainsi les offres d'emploi pour les métiers du bâtiment après une très forte croissance - qui faisait plus qu'en doubler le nombre (1) - au cours de l'année 1972 se maintiennent depuis à un niveau (40.000 offres d'emploi) bien supérieur à celui des demandes (moins de 20.000). Ainsi encore le pourcentage d'entreprises du bâtiment déclarant être empêchées d'augmenter leur activité par des difficultés d'embauche (2) s'établissait en avril 1973 au niveau le plus élevé connu depuis que l'enquête existe (octobre 1966) : 29 % des entreprises étaient dans ce cas. Comme d'ordinaire, c'étaient les ouvriers qualifiés qui étaient les plus recherchés et les plus difficiles à trouver. Dans un domaine plus limité, celui de l'artisanat du bâtiment, l'enquête de juin 1973 montrait à la fois que le pourcentage d'artisans ayant cherché au cours des derniers mois de la main-d'oeuvre était plus élevé qu'en 1969 et que les difficultés à en trouver étaient plus aiguës qu'à cette époque.

L'enquête menée auprès des entreprises du bâtiment en avril 1973 faisait apparaître un niveau élevé d'activité, voisin de celui constaté en octobre 1969 (3). Cette enquête permet également une analyse par types de travaux :

- 
- (1) Cette croissance, il est vrai, est pour partie due comme celle des offres d'emploi en général à une meilleure prospection par l'Agence. D'autre part l'obligation de faire constater que, pendant trois semaines, une offre d'emploi n'a pas été satisfaite, pour pouvoir introduire un travailleur immigré, a dû jouer un rôle particulièrement important dans le cas du bâtiment.
  - (2) En revanche l'insuffisance de matériel ne joue qu'un rôle mineur dans le bâtiment : 5 % seulement des entreprises étaient empêchées pour cette raison d'augmenter leur activité.
  - (3) Et dans un domaine plus restreint celle menée en juin auprès des artisans et petites entreprises du bâtiment confirmait cette appréciation.

**ACTIVITE CONSTATEE AU COURS DES 6 MOIS PRECEDANT L'ENQUETE**  
(Ecart entre les pourcentages de réponses "augmentation" et "diminution")

Données corrigées des variations saisonnières

	% de l'en- semble (1)	Oct. 1969	Avril 1970	Oct. 1970	Avril 1971	Oct. 1971	Avril 1972	Oct. 1972	Avril 1973	Oct. (2) 1973
Logements neufs .....	29	- 2	- 16	- 17	- 20	- 15	- 7	- 12	+ 1	- 6
Bâtiments neufs (au- tres que logements) :										
Clientèle publique ...	11	- 9	- 22	- 22	- 16	- 19	- 12	- 6	- 7	- 14
Clientèle privée .....	17	+ 5	- 10	- 5	+ 1	- 3	- 6	- 4	+ 3	- 9
Entretien et moderni- sation .....	21	+ 2	- 9	- 6	- 3	- 3	- 1	- 1	- 1	- 5
Travaux publics .....	22	- 9	- 15	- 21	- 19	- 15	- 25	- 14	- 7	+ 6
ENSEMBLE (3) .....		- 1	- 18	- 18	- 18	- 20	- 11	- 11	- 6	- 11

- (1) Répartition des travaux de l'ensemble du secteur bâtiment-travaux publics tirée de la comptabilité nationale. L'enquête n'appréhende toutefois les travaux publics qu'autant qu'ils sont le fait d'entreprises mixtes bâtiment et travaux publics.
- (2) D'après les prévisions émises en avril 1973 pour le niveau de l'activité au cours des six prochains mois. En général les réalisations sont un peu supérieures aux prévisions.
- (3) Le résultat pour l'ensemble des travaux ne résulte pas d'une agrégation des résultats par travaux, mais d'une question posée directement sous une forme différente : les entrepreneurs sont invités à déclarer si, au cours des six derniers mois, leur activité a été plutôt forte, ou normale, ou plutôt faible. L'écart est calculé entre pourcentages de réponses "plutôt forte" et "plutôt faible".

Sans rentrer dans une discussion par type de financement des mises en chantier de logements neufs, on se bornera à noter que l'activité des entrepreneurs du bâtiment pour les logements neufs semble assez bien corrélée, avec un certain décalage tenant aux délais de production très importants dans le bâtiment, aux perspectives de mises en chantier des promoteurs telles qu'elles ressortent des enquêtes sur la construction immobilière. En juillet 1973 les organismes d'HLM pensaient accroître sensiblement au cours des trois prochains mois leurs mises en chantier (1), les perspectives des promoteurs privés se maintenaient dans leur ensemble à un niveau élevé : de même d'ailleurs qu'en 1969 elles font preuve de quelque inertie face à la demande de logements neufs à acheter. Elles n'avaient pas suivi la flambée de cette demande à l'automne 1969 ; le repli de cette demande n'ayant jusqu'ici traduit qu'une normalisation, on n'observe encore aucun fléchissement des perspectives de mises en chantier. L'activité de logements neufs des entreprises du bâtiment devrait donc se maintenir au cours des prochains mois à un niveau élevé.

(1) Il est probable que dans ces perspectives de mises en chantier intervient dans une certaine mesure la référence à l'année précédente.

D'après les réponses des entreprises du bâtiment les autres types de travaux pour lesquels l'activité présente des fluctuations marquées sont les bâtiments neufs autres que logement destinés à la clientèle publique (1) et les travaux publics (2), domaines dans lesquels les administrations (et les entreprises nationales) jouent un rôle essentiel.

On notera le sensible renforcement de l'activité qui y est intervenu depuis un an, le relatif optimisme des entrepreneurs. Pour les travaux publics la F.N.T.P. élabore une série statistique sur le montant des marchés conclus : au cours du premier semestre 1973 ceux-ci paraissent avoir été assez importants. Il semble au reste que, raisonnant en année pleine, on puisse retenir une évolution favorable des investissements des administrations en 1973, par suite d'une importante augmentation dans le budget 1972 des autorisations de programme aux équipements collectifs et de disponibilités des collectivités locales, dues aux évolutions des ressources propres et des emprunts.

Au total le secteur du bâtiment et des travaux publics devrait encore connaître au second semestre 1973 une activité soutenue, même si, peut-être, le renforcement noté depuis le début de 1972 ne se poursuit pas.

- 
- (1) 11 % de la demande adressée à la branche bâtiment et travaux publics : 9 % pour les administrations, 2 % pour les entreprises nationales.
  - (2) 20 % de la demande adressée à la branche bâtiment et travaux publics. Pour la seule branche travaux publics, les administrations interviennent pour 51 %, les entreprises nationales comme les entreprises privées pour 18 %, le logement pour 13 %.

---

QUELQUES GRAPHIQUES RELATIFS A L'EMPLOI

On trouvera ci-après des graphiques montrant :

- l'évolution des demandes d'emploi en fin de trimestre - par sexe et par âge -
- comment les accroissements trimestriels des effectifs dans les entreprises non financières non agricoles résultent des variations des effectifs :
  - dans l'industrie (1) (hors énergie et industries agricoles et alimentaires) ;
  - dans le bâtiment et les travaux publics ;
  - dans les grandes entreprises publiques ;
  - dans les autres entreprises non financières non agricoles.

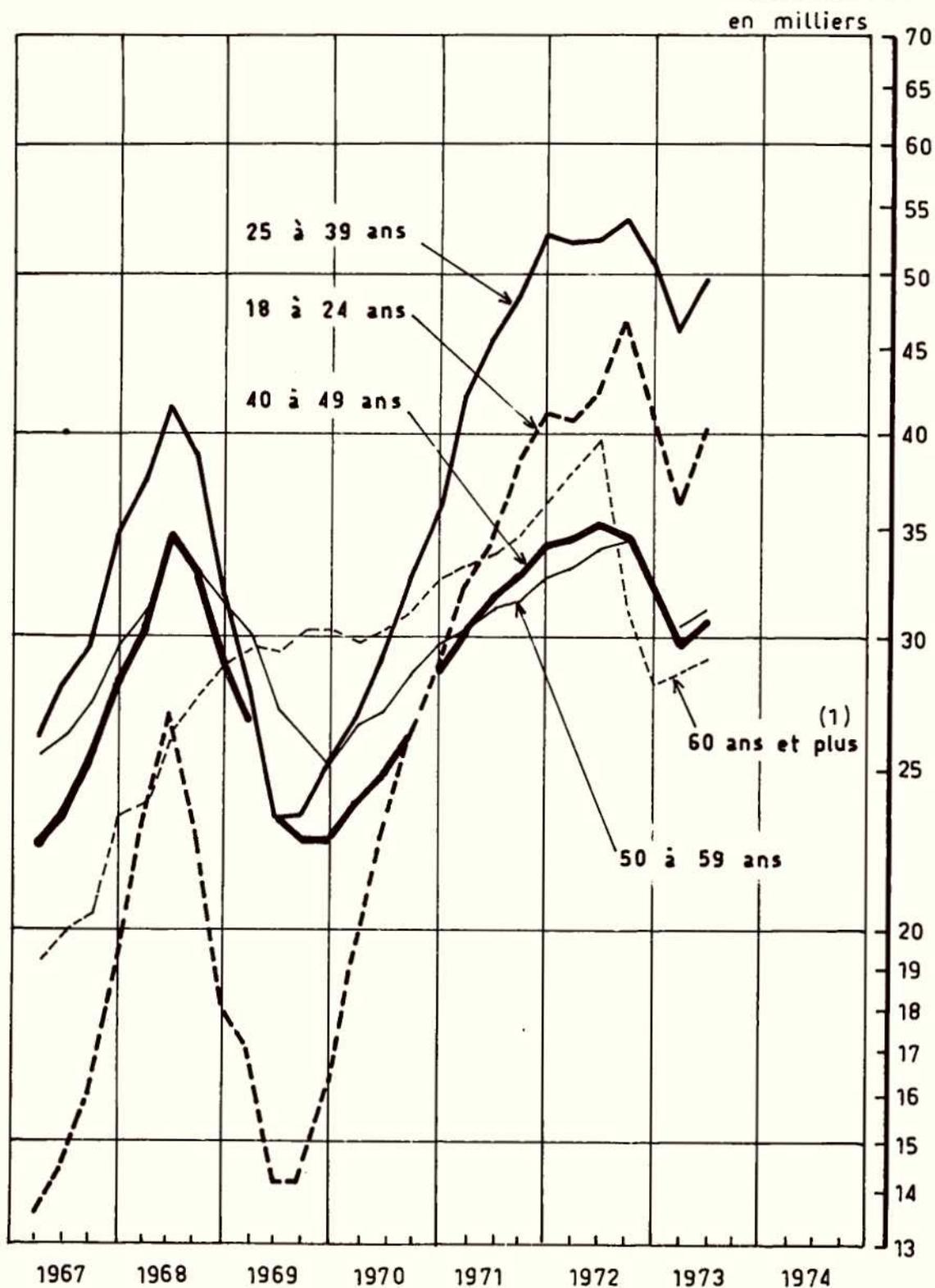
---

(1) Dans la partie du Corps de la Note qui traite de l'emploi, on trouvera un graphique qui montre comment les variations des effectifs dans l'industrie résultent des variations des effectifs dans les industries mécaniques et électriques, dans les industries de consommation, dans les industries intermédiaires.

# DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE TRIMESTRE PAR SEXE ET PAR AGE

hommes

graphique 1



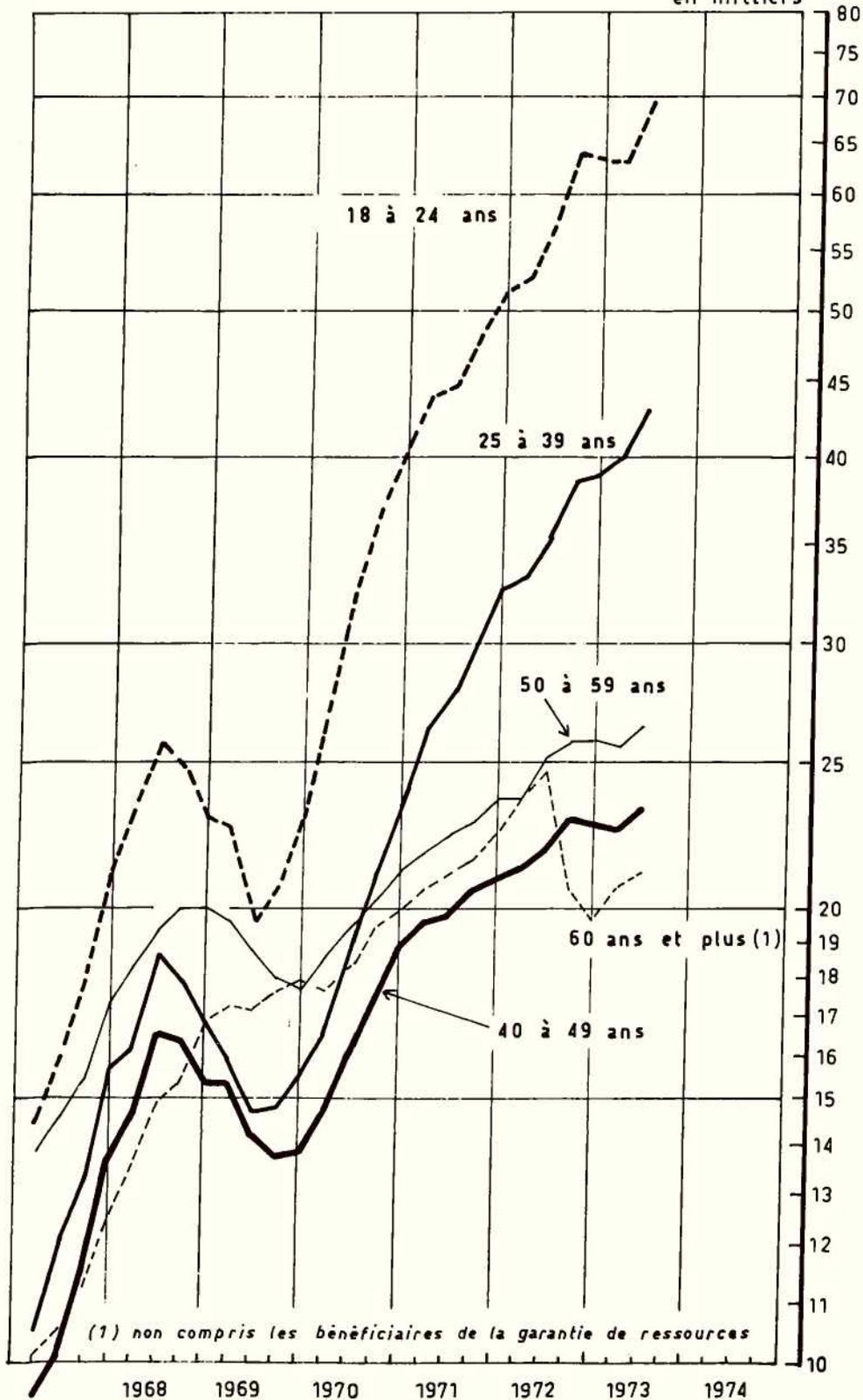
(1) non compris les bénéficiaires de la garantie de ressources.

# DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE TRIMESTRE PAR SEXE ET PAR AGE

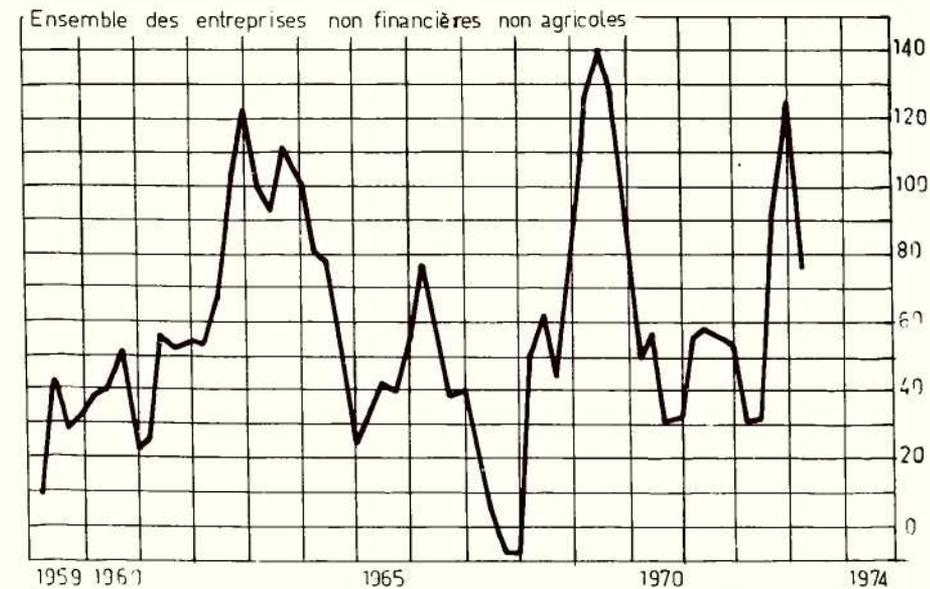
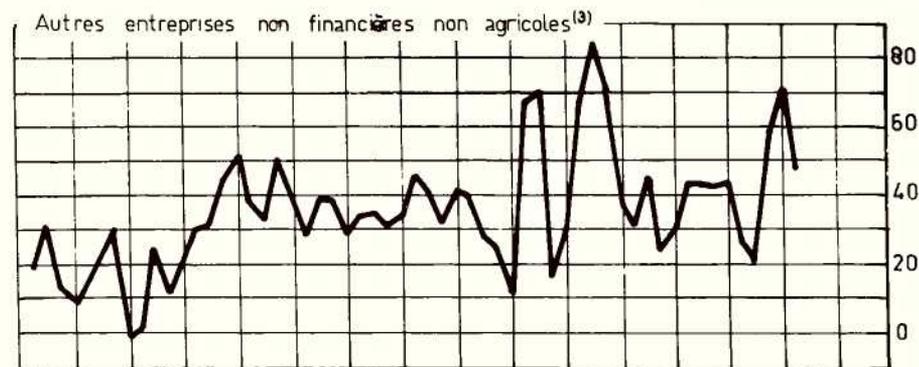
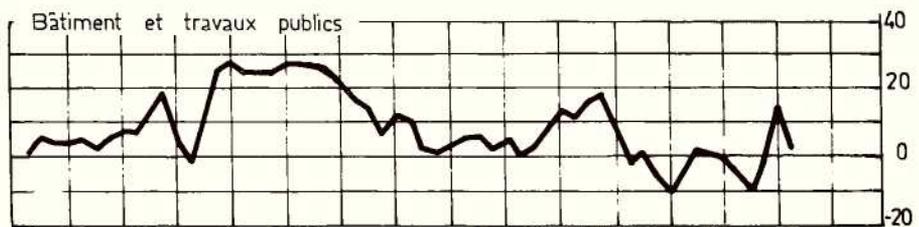
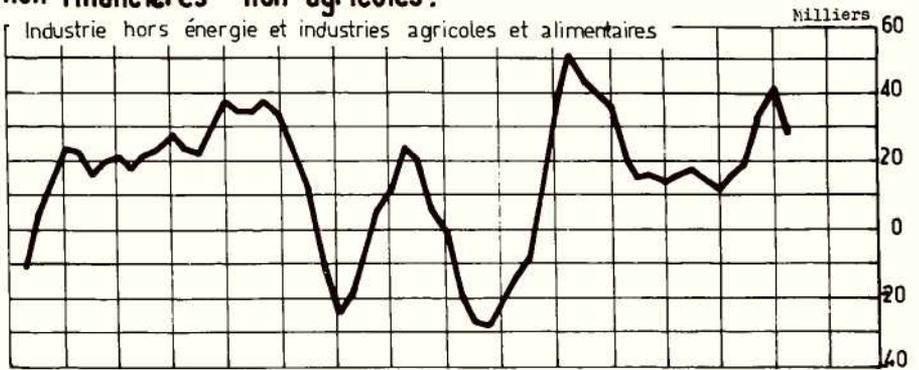
femmes

graphique 2

en milliers



Variations trimestrielles<sup>(1)</sup> des effectifs dans les entreprises non financières non agricoles.



1959 1961 1965 1970 1974

(1) Accroissements de moyennes trimestrielles, la moyenne d'un trimestre étant supposée égale à la moyenne des effectifs au 1er jour du trimestre et au 1er jour du trimestre suivant. (C v S)

(2) eau, gaz, électricité, charbon, SNCF, RATP, PTT.

(3) y compris les industries agricoles et alimentaires.

LES ECONOMIES ETRANGERES : EVOLUTION CONJONCTURELLE RECENTEETATS-UNIS

Faisant suite à une expansion brillante et accompagnée d'une hausse modérée des prix, le 1er semestre 1973 se caractérise comme étant celui où l'économie américaine atteint le sommet du cycle ; la croissance de la production ne s'est encore que peu ralentie mais les tensions inflationnistes se font déjà vives. Une inversion de tendance apparaît également dans le domaine du commerce extérieur, le déficit se réduisant peu à peu.

I - UNE EXPANSION QUI SEMBLE SE RALENTIRLa vive expansion de 1972

La croissance économique a été très vigoureuse au cours de l'année 1972. Le PNB s'est accru de 6,4 % en volume contre 2,7 % l'année précédente, la production industrielle a suivi un trend de 10 % par an environ tout au long de l'année et s'est accrue de 7,2 % en moyenne annuelle.

Cette croissance a été soutenue par toutes les composantes de la demande intérieure : consommation privée, investissements fixes, construction de logements et dépenses publiques. Si les exportations de biens et services ont eu un comportement plus vigoureux qu'en 1971 leur croissance a cependant été inférieure à celle des importations.

La forte croissance de l'économie au cours de 1972 a permis une baisse du taux de chômage et une meilleure utilisation des capacités de production. Le taux de chômage est passé de 6 % fin 1971 à 5 % fin 1972, le nombre d'heures travaillées dans l'industrie manufacturière a augmenté de 1 heure environ par semaine, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière est passé du niveau minimum de 74,6 % fin 1971 à 80,2 % fin 1972. Il a ensuite continué à s'améliorer pendant les deux premiers trimestres de 1973. Même si cet indice d'utilisation des capacités de production est considéré actuellement comme erroné du point de vue du niveau absolu, son évolution indique cependant une nette amélioration.

Les signes de ralentissement au 1er semestre 1973

La croissance de la production a continué à être vive au 1er trimestre 1973 : le PNB a augmenté de 8,7 % en volume (taux annuel désaisonnalisé) et a été entraîné par une forte croissance de la consommation privée (notamment de biens durables), des investissements fixes et des exportations. La production industrielle a continué à suivre un rythme annuel de 10 %. Cependant, on note ensuite des signes de ralentissement. Si la production industrielle a continué à croître au rythme de 10 % au 2ème trimestre, le PNB n'a augmenté que de 2,4 % en volume (taux annuel désaisonnalisé) ; l'indice de confiance des consommateurs a fortement baissé au 1er trimestre 1973, les mises en chantier de logements sont passées du taux annuel de 2,4 millions au 1er trimestre à celui de 2,1 millions au 2ème trimestre, les ventes au détail et les nouvelles commandes de biens durables se sont légèrement tassées au 2ème trimestre.

La très forte croissance connue en 1972, supérieure au taux de croissance potentiel, ne pouvait être poursuivie pendant longtemps et l'on s'attendait donc à un ralentissement. Les pouvoirs publics essaient d'ailleurs dans ce but de freiner les dépenses budgétaires et de contenir l'évolution de la masse monétaire (ce qui a amené les taux d'intérêt à court terme à un très haut niveau). Les signes de ralentissement observés au 2ème trimestre 1973 sont donc conformes à ce que l'on prévoyait mais il ne semble pas qu'ils annoncent un ralentissement marqué pour l'année 1973, les forces expansionnistes étant actuellement très vigoureuses au sein de l'économie américaine.

## II - UNE INFLATION QUI S'AGGRAVE

Alors que l'année 1972 avait vu une inflation relativement modérée accompagner l'expansion, le 1er semestre 1973 se caractérise au contraire par une hausse des prix très rapide. Tous les indices de prix ont marqué un changement de rythme de croissance, plus accentué au niveau de gros qu'au niveau de détail.

	Rythme annuel approximatif en 1970 et 1971	Hausse de janvier à juillet 1973 (6 mois) (2)
<b>PRIX DE GROS</b>		
Indice global .....	4 %	8,4 %
Produits agricoles et alimentaires ....	7 %	14,4 %
Produits industriels .....	3 %	5,8 %
<b>PRIX A LA CONSOMMATION</b>		
Indice global .....	3,5 %	3,9 %
Alimentation .....	5,0 %	9,6 %
Biens et services hors alimentation ...	3,0 %	2,3 %

(2) Taux de croissance sur 6 mois, non mis en rythme annuel.

Si la hausse des prix des produits agricoles et alimentaires a été très forte, la hausse la plus inquiétante est celle des prix de gros des produits industriels. Leur augmentation rapide de janvier à juin tranche sur l'évolution modérée qu'ils avaient eue pendant les dernières années : hausse à un rythme annuel de 3 % environ depuis 1965 après une longue période de stabilité.

Pour l'ensemble des prix, l'accélération de l'inflation, qui au 1er trimestre, a coïncidé avec le passage de la "phase II" à la "phase III" a été due à un concours de circonstances exceptionnelles et malheureuses : désajustement de l'offre et de la demande en matière de produits agricoles, la production ayant subi les contrecoups d'aléas climatiques tandis que l'U. R. S. S. se portait massivement acheteuse de céréales ; brutal

accroissement du prix des matières premières ; dévaluation du \$. Tous ces facteurs auraient joué, avec peut-être un peu moins de simultanéité, si les mécanismes de la phase II étaient restés en place ; par ailleurs, la suppression de ces contrôles était devenue inévitable aux yeux de l'administration : l'économie arrivant au voisinage du plein emploi, ils ne pouvaient que créer des distorsions dans l'allocation des ressources et favoriser l'apparition de marchés noirs. Cependant, comme il est apparu au mois d'avril que les hausses exceptionnelles étaient plus amples et plus durables qu'on ne l'avait prévu, l'administration a voulu éviter que les hausses intervenues au niveau des prix de gros ne se répercutent dans les prix de détail durant les mois d'été où de nombreuses conventions collectives doivent être renouvelées. C'est pourquoi un blocage, d'une durée limitée à 2 mois et ne portant que sur les prix de détail, a été décidé au mois de juin. A partir du 20 juillet pour les produits alimentaires et du 13 août pour les autres produits et services, les prix sont soumis à un nouveau dispositif de contrôles (phase IV). Ce nouveau dispositif ressemble à celui de la phase II ; la règle de base en est que seules les hausses des coûts de production peuvent être répercutées sur les prix, mais l'autorisation préalable de hausse de prix n'est imposée qu'aux grosses entreprises. A la suite de la dernière période de blocage des prix de 2 mois, les prix à la consommation ont connu une très forte hausse au mois d'août, entraînée surtout par la hausse des prix des produits alimentaires : l'ensemble des prix a augmenté de 1,9 %, les prix de l'alimentation de 6,1 % (taux c.v.s.).

La hausse des salaires qui était restée modérée pendant l'année 1972 (les gains horaires dans l'industrie manufacturière progressant au rythme annuel de 6 % environ) a continué au même rythme pendant le 1er semestre 1973. Les conventions collectives signées au début de 1973 ont abouti à des accords peu éloignés de la norme fixée par la phase III et prolongée par la suite (5,5 % par an plus 0,7 % pour les avantages sociaux). La hausse des salaires a ainsi été dépassée au 1er semestre 1973 par celle des prix à la consommation et le pouvoir d'achat des gains horaires dans l'industrie qui avait augmenté à un rythme annuel d'environ 2,5 % en 1972 a baissé au cours du 1er semestre 1973. La hausse modérée des salaires associée à une forte reprise de la productivité a permis une très faible hausse des coûts salariaux pendant l'année 1972. Ainsi dans l'industrie manufacturière les rémunérations ont augmenté de 6,2 % par rapport à 1971, la productivité de 4,0 % et les coûts salariaux par unité produite de 2,1 %. Cette évolution modérée des coûts salariaux associée à la reprise économique a permis une forte augmentation des profits des sociétés manufacturières. Leurs profits après impôts étaient au 4ème trimestre 1972 supérieurs de 27 % à leur niveau d'un an avant. L'accélération de la hausse des prix à partir du début de 1973 n'a pu qu'amplifier cette tendance et au 1er trimestre 1973 la hausse sur un an des profits après impôts était de 32 %. Comme la hausse des dividendes distribués a été freinée lors de la phase II, la trésorerie des entreprises s'est fortement améliorée.

### III - UN COMMERCE EXTERIEUR QUI S'AMELIORE, UNE BALANCE DES PAIEMENTS FLUCTUANTE

Après avoir été catastrophiques en 1972 (déficit de 6,8 milliards de dollars) les résultats du commerce extérieur pour le premier semestre 1973 montrent une nette amélioration. Pendant cette période, le déficit n'a été que de 810 millions de dollars contre un déficit de 3,44 milliards pendant la même période de 1972. Entre ces deux périodes la croissance des exportations en valeur (+ 31 %) a été beaucoup plus rapide que celle des importations (+ 19 %). Cette plus forte croissance des exportations est due à une meilleure performance en volume. En effet, entre les premiers trimestres de 1972 et de 1973 les exportations ont augmenté de 21 % en volume tandis que les importations n'augmentaient que de 9 %. Les valeurs moyennes ont eu une évolution peu différente entre ces deux trimestres : + 11 % pour les importations (dus à une augmentation continue au cours de 1972) et + 8 % pour les exportations (dus à une augmentation assez forte à partir de la fin de 1972).

La croissance exceptionnellement forte des exportations trouve son origine dans les ventes de céréales à l'U.R.S.S. et dans de grosses commandes aéronautiques. Il est cependant indéniable que les effets bénéfiques de la dévaluation de 1971 commencent à se faire sentir et qu'ils vont être accentués par la dévaluation de février 1973 et par la dépréciation que connaît le dollar par rapport aux monnaies européennes depuis mars dernier. Aussi, même si l'on prévoit que les importations seront fortes au 2ème semestre, on pense que le déficit pour 1973 sera nettement plus réduit que celui de 1972.

En 1972, le très fort déficit de la balance commerciale a entraîné une forte détérioration de la balance des paiements courants ; par contre, les autres postes de la balance des paiements ont connu un net redressement : le déficit des mouvements de capitaux à court terme et à long terme s'est fortement réduit et les mouvements monétaires fortement déficitaires en 1971 ont retrouvé un excédent de l'ordre de ceux qu'ils connaissaient avant 1971. Ainsi, le déficit de la balance des liquidités nettes est passé de 22 milliards de \$ en 1971 à 14 milliards en 1972, celui de la balance des règlements officiels de 29,7 milliards en 1971 à 10,3 milliards en 1972.

La meilleure orientation des mouvements de capitaux liquides et à court terme ne s'est pas poursuivie au 1er trimestre 1973 du fait de la crise monétaire de février-mars et la balance des liquidités nettes a connu un déficit de 6,7 milliards de \$, celle des règlements officiels un déficit de 10,5 milliards. Les résultats du 2ème trimestre sont plus favorables : le déficit de la balance des liquidités nettes s'est réduit à 1,5 milliards de \$.

Au cours du premier semestre 1973 les diverses mesures prises, dans le cadre de la lutte contre l'inflation, pour freiner la demande intérieure n'ont pas entamé la forte expansion des investissements privés et de la consommation des ménages : aussi la situation de déséquilibre entre l'offre et la demande s'est-elle aggravée tant sur le marché des biens que sur celui de l'emploi, en même temps que l'inflation s'accélérait.

La disparition de l'excédent des paiements courants alors que se poursuivaient les sorties de capitaux à long terme sert la volonté des autorités de limiter la réévaluation du yen.

#### Depuis le début de 1972, retour à un rythme élevé de croissance

La production industrielle avait presque plafonné de l'été 1970 à la fin de 1971. Elle a depuis retrouvé un rythme élevé de croissance, analogue à celui enregistré de la fin de 1965 à la mi-1970 (18 % l'an). On peut au cours des dix-huit derniers mois noter quelques inflexions de l'indice de la production industrielle, que l'on retrouve sur les livraisons de produits manufacturés : croissance de l'indice à un rythme de 14 % du début de 1972 à l'été, forte accélération jusqu'au début du printemps 1973, retour à un rythme plus normal au cours des derniers mois.

A la fin du printemps 1973 les industriels étaient presque aussi nombreux qu'en 1969 à trouver leurs capacités de production insuffisantes : de nombreux secteurs (comme l'acier) font état de l'utilisation intégrale de leurs capacités de production, alors que s'aggravent dans d'autres secteurs les problèmes de pollution (produits chimiques, papier) ou de pénurie de matières premières et de main-d'oeuvre (automobiles, machines).

Par suite de facteurs structurels (rôles respectifs de la grande industrie et des autres secteurs d'activité) le marché de l'emploi ne réagit, dans son ensemble, qu'assez faiblement aux variations du rythme de croissance de la production : de la fin 1970 à la fin 1971 le nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage n'était passé que de 500 à 600.000 personnes. Une réduction s'est opérée à la fin de 1972. Les offres d'emploi nouvelles, après une forte croissance du printemps 1972 au début de 1973, s'établissent à un haut niveau.

L'expansion résulte d'un très vif essor de la demande intérieure privée : la consommation des ménages a connu un rapide développement, qui s'est traduit en particulier par un accroissement de 27 % des ventes dans les grands magasins entre les premiers semestres 1972 et 1973. Signe des fortes capacités d'investissement des entreprises, que n'ont pas encore sérieusement entamées les mesures de resserrement du crédit, et d'une volonté d'investir stimulée par une rapide croissance et les tensions sur les capacités de production, les commandes de biens d'équipement du secteur privé se sont accrues par rapport au trimestre précédent (1) de 11,7 % au premier trimestre 1973 et de 13,6 % au second. La F.B.C.F.

---

(1) Tous les taux donnés dans ce paragraphe et le suivant sont trimestriels (par rapport au trimestre précédent). Ils portent sur des données en valeur.

productive privée a marqué un accroissement très fort au premier trimestre (+ 17 %) et assez élevé au second (+ 8,8 %). On notera également la faiblesse du rapport stocks/livraisons qui a atteint en mai son plus bas niveau depuis une dizaine d'années.

En revanche, dans le cadre de la lutte contre l'inflation, le Gouvernement a différé une grande partie des projets prévus pour l'année fiscale 1973 (1) : ainsi 60 % seulement des autorisations de programmes votées pour la période avril-septembre seront engagées. La F.B.C.F. publique qui s'était encore accrue de 11,3 % au premier trimestre 1973 s'est réduite de 1,2 % au deuxième trimestre (en valeur ; ce taux correspond à un taux réel de - 7,7 %).

#### Depuis la fin de 1972 une très forte inflation

L'indice général des prix de gros stable - ou même en léger repli - du printemps 1970 au début de 1972 a amorcé à la fin de 1972 une progression très rapide, qui l'a porté en août 1973 à un niveau supérieur de 17,4 % à celui d'août 1972. Cette évolution a tout d'abord affecté les matières premières et les prix à l'importation : ces derniers, qui à la suite de la réévaluation du yen avaient fléchi, ont très fortement crû depuis l'automne 1972 et, de juillet 1972 à juillet 1973, leur augmentation est de 24 %. Depuis le début de 1973 on enregistre de très fortes hausses des prix des produits finis destinés à la consommation ou à l'investissement, ainsi que des prix à l'exportation : pour ceux-ci la hausse est de 8 % entre juillet 1972 et juillet 1973.

Pour interpréter ce résultat il faut noter qu'en moyenne, sur longue période, ces prix à l'exportation (en yens) ont été pratiquement stables et qu'il en va presque de même des prix de gros des produits de l'industrie manufacturière (2).

En revanche, depuis 1960, les prix à la consommation augmentaient à un rythme annuel moyen de l'ordre de 5 à 6 %. Sans ressentir encore pleinement les effets de la hausse des prix de gros, les prix à la consommation ont, à partir de mars 1973, très nettement décroché de la tendance antérieure ; le coût de la vie à Tokyo excédait en août 1973 de 12,4 % sa valeur d'il y a un an.

La progression des gains salariaux qui s'effectuait à un rythme assez élevé (16 à 17 % contre 15 % en 1972 - la tendance moyenne depuis la mi-1967 étant de l'ordre de 16 % l'an -) s'est fortement accélérée à partir de mai 1973, à la suite de l'"offensive de printemps".

Face à ces évolutions, le Gouvernement a multiplié les mesures de lutte contre l'inflation : resserrement du crédit par quatre relèvements successifs du taux de l'escompte, par hausse des taux de réserves obligatoires, par restrictions sur les ventes à tempérament ; réduction d'une grande partie des dépenses publiques par report sur l'exercice 1974 ; ralentissement du rythme de la construction, pressions des ministères concernés sur les industriels pour qu'ils ralentissent leurs investis-

---

(1) 1er avril 1973 - 31 mars 1974.

(2) A la différence du reste des prix de gros.

sements ; suppression récente du système des prix imposés pour un nombre accru de produits. Si ces mesures commencent à produire des effets, ce n'est cependant guère avant le premier trimestre 1974 que l'on pourra effectivement les apprécier.

#### Au premier semestre 1973 disparition de l'excédent des paiements courants

La balance des opérations courantes avait au cours des années 1971 et 1972 dégagé des excédents très élevés, de l'ordre de 6 milliards de dollars par an. Cet excédent a très rapidement disparu entre l'automne 1972 et le printemps 1973 ; au deuxième trimestre 1973 on enregistrait un léger déficit. Cette évolution des paiements courants est essentiellement imputable à la balance commerciale.

L'excédent de la balance commerciale s'est accru à partir de l'automne 1970 jusqu'à l'été ou l'automne 1971 : la croissance en volume des exportations se poursuivait jusqu'à l'été 1971 au rythme connu depuis 1968, de l'ordre de 18 % l'an, tandis que le volume des importations fléchissait légèrement de l'automne 1970 à l'automne 1971, ne retrouvant qu'à la mi-1972 le niveau de l'automne 1970. Depuis l'été 1971 la croissance en volume des exportations ne s'effectue plus qu'à un rythme de l'ordre de 10 % l'an ; depuis l'été 1972 la croissance en volume des importations est extrêmement rapide : de l'ordre de 35 % l'an (contre 18 % l'an en moyenne de l'automne 1965 à l'automne 1970, rythme analogue à celui de la production industrielle). Ainsi du premier semestre 1972 au premier semestre 1973 l'indice de volume des exportations s'est accru de 9 %, celui des importations de 31 %. Dans le même temps les valeurs moyennes (1) - en yens - s'accroissaient de 4 % tant à l'importation qu'à l'exportation : l'amélioration des termes de l'échange qui, en 1972, avait compensé l'effet d'une croissance en volume des importations supérieure à celle des exportations, ne se poursuivait pas.

La relative faiblesse du développement des exportations résulte sans doute dans une large mesure d'accords de limitation avec les principaux clients (accords explicites ou plus souvent auto-limitations préventives). Les causes du très vif développement des importations sont diverses : d'une part volonté délibérée du gouvernement japonais de réduire l'excédent commercial, traduite par des mesures d'assouplissement de la réglementation des échanges, d'autre part poussée de la demande intérieure, tant en matières premières qu'en biens de consommation et d'équipement, mais aussi achats spéculatifs (laine, bois, ferrailles) qui ont contribué à la hausse des prix des matières premières.

Depuis l'été 1971 les sorties nettes de capitaux à long terme se sont constamment et délibérément accrues, atteignant - sur base annuelle - un rythme de 9 milliards \$ au deuxième trimestre 1973. Aussi les réserves officielles qui étaient passées de la contrevaletur de 4,4 milliards de \$ fin 1970 à 15,2 milliards fin 1971 et 18,4 milliards fin 1972 se sont réduites à partir de février 1973 : elles s'établissaient fin août 1973 à 15,1 milliards \$.

(1) Sur la divergence entre indices de prix et valeurs moyennes du commerce extérieur voir la note sur la R.F.A. (in fine).

L'année 1972 a été pour le Royaume-Uni celle de la reprise économique. Cette reprise entraînée principalement par la consommation privée a permis de résorber en partie le chômage qui avait atteint une très grande ampleur il y a un an. Cette reprise s'est poursuivie au début de 1973 mais d'autres points noirs demeurent ou sont apparus : l'inflation continue à être forte malgré l'instauration d'un contrôle des prix et des revenus, la balance commerciale s'est détériorée tout au long de l'année 1972.

## I - LA REPRISE ECONOMIQUE

### A) Les composantes de la demande

Les données de la comptabilité nationale permettent de voir quels ont été les facteurs de la reprise.

Il apparaît que le principal facteur de la reprise a été la forte croissance de la consommation privée. Le taux de croissance de 6,8 % en volume en 1972 (taux portant sur plus de la moitié du total des dépenses) est le plus fort de ceux que l'on a connus au cours de l'après-guerre. Les ménages ont bénéficié à la fois d'une hausse exceptionnelle de leur revenu disponible et d'une réduction de la taxe à l'achat. En effet les mesures budgétaires de mars 1972 avaient entraîné un faible accroissement des impôts directs (ce qui, avec la forte hausse des gains salariaux, explique la hausse du revenu disponible) et une réduction de la taxe à l'achat (les taux de 40 % et 30 % ont été réduits à 25 %) permettant, même à revenu disponible égal, une hausse de la consommation. Grâce à la forte hausse du revenu disponible, les ménages ont pu augmenter fortement leur consommation tout en accroissant leur taux d'épargne, ce qui constitue un phénomène assez exceptionnel.

La hausse de la consommation a surtout porté sur les biens de consommation durable : en 1972 les achats d'automobiles et cycles ont augmenté de 26 %, en volume, ceux d'articles de radio et électricité de 23 %. La hausse de la consommation a ensuite été très forte au 1er trimestre 1973 d'autant plus que les consommateurs ont préféré faire un certain nombre d'achats avant l'introduction de la T.V.A. le 1er avril 1973. A la suite de cette vague d'achats la consommation a connu une baisse au 2ème trimestre.

Deux composantes de la demande ont eu une évolution défavorable en 1972 mais semblent devoir se redresser en 1973 : la formation brute de capital fixe et la formation de stocks.

La formation brute de capital fixe n'a pratiquement pas varié depuis deux ans et ce sont les investissements de l'industrie manufacturière (1/5ème des investissements totaux) qui ont connu l'évolution la plus défavorable. Après avoir connu une phase de croissance en 1968, 1969 et 1970 ils ont diminué de 7,1 % en volume en 1971 et 10,4 % en 1972. Les perspectives pour 1973 sont cependant meilleures. Depuis plus d'un an

les enquêtes de la C.B.I. (1) montraient une amélioration régulière des perspectives des industriels relatives à leurs investissements et les résultats du 1er trimestre 1973 ont enfin montré une évolution positive: les investissements de l'industrie manufacturière ont augmenté de 3 % (taux trimestriel en volume) par rapport au 4ème trimestre 1972. D'après la dernière enquête du Department of Trade and Industry effectuée en avril-mai ces mêmes investissements devraient augmenter de 5 % en volume pour l'ensemble de l'année 1973 et de 12 à 13 % en 1974. Ces prévisions sont plus optimistes que celles de l'enquête précédente effectuée en novembre-décembre derniers.

La variation de stocks avait été presque nulle en 1971 et a été négative en 1972 (- 354 millions £ soit 1 % du P.N.B. aux prix de 1963). La tendance s'est renversée au 1er trimestre 1973 : les stocks de l'industrie manufacturière (dont la variation occupe la plus grande place dans celle de l'ensemble des stocks) ont en effet augmenté de 111 millions de £. Ils devraient continuer à augmenter en 1973, la ratio stock/production dans l'industrie manufacturière étant tombé à un très bas niveau.

#### B) L'offre

Si l'on regarde l'évolution des données annuelles, la croissance de la production intérieure brute et de la production industrielle a été assez modérée en 1972. La production intérieure brute a augmenté d'un peu plus de 3 % contre environ 1 % en 1971 et 2 % en 1970.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 2,6 % en 1972 contre 0,6 % en 1971 et 1,1 % en 1970. Cependant l'évolution de ces indicateurs en cours d'année indique une nette reprise. En particulier l'indice de la production industrielle qui avait été pratiquement stable au cours de 1969, 1970 et 1971 a crû à un rythme annuel d'environ 8 %. Pendant le 1er trimestre de 1973 la production intérieure brute a connu une croissance assez forte au 1er trimestre (rythme annuel de 6 % par rapport au trimestre précédent), mais plus faible au 2ème trimestre (3 %) ; la production industrielle a continué à croître à un rythme rapide au 1er trimestre 1973 mais a connu un plafonnement au 2ème trimestre. Cette différence de rythme entre les deux trimestres s'explique en partie par les perturbations causées par l'introduction de la T.V.A.

L'évolution de la production industrielle a permis une amélioration de la situation de l'emploi. Pour la seule Grande-Bretagne le nombre de chômeurs complets inscrits (2) est passé du maximum de 871.000 en mars

---

(1) Confederation of British Industries.

(2) non compris les chômeurs qui viennent de finir leurs études.

1972 à 578.000 en juillet 1973. Depuis mars 1972 aussi, les offres d'emploi non satisfaites en Grande-Bretagne ont fortement augmenté, passant de 128.000 à 325.000 en juillet dernier. Ce nombre d'offres d'emploi non satisfaites est aussi fort que celui connu au milieu de 1966 et laisse prévoir dès maintenant des manques de main-d'oeuvre pour certaines qualifications bien que le nombre de chômeurs actuel soit bien plus fort que celui que l'on connaissait au milieu de 1966 (300.000).

L'amélioration de la production a aussi entraîné une meilleure utilisation des capacités de production. En août 1973, 39 % des industriels interrogés par la C.B.I. trouvaient que leurs capacités de production étaient sous-utilisées contre 71 % au début de 1972. Certains industriels prévoyaient même qu'ils allaient être gênés par manque d'équipement dans les mois à venir.

## II - LE COMMERCE EXTERIEUR : DETERIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Depuis la fin de 1971 on assiste à une détérioration de la balance commerciale. Le déficit commercial a atteint 360 millions de livres au 1er trimestre 1973 et 400 millions au 2ème trimestre. Ainsi les résultats de ces derniers mois sont plus mauvais que ceux du dernier trimestre de 1967.

Cette détérioration de la balance commerciale entraînée par une croissance en valeur des importations plus rapide que celle des exportations s'explique plus par l'évolution des prix que par celle des volumes.

Ainsi entre les premiers semestres de 1972 et 1973 les importations et les exportations ont connu à peu près la même augmentation en volume : + 13,3 % pour les importations et + 12,6 % pour les exportations. Par contre l'augmentation des valeurs moyennes à l'importation (+ 22,1 %) a été beaucoup plus forte que celle des valeurs moyennes à l'exportation (+ 8,3 %), cette différence d'évolution étant due au flottement en baisse de la livre.

La croissance des importations en volume a été surtout concentrée sur les produits manufacturés tandis que celle des exportations a été à peu près équilibrée entre les produits manufacturés et les autres.

La hausse des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation a surtout touché les produits non manufacturés.

## III - LA POURSUITE DE L'INFLATION

Tout au long de 1972, l'inflation a continué à être forte au Royaume-Uni. La hausse des prix de détail qui avait été particulièrement élevée fin 1970 - début 1971 (rythme annuel de 12 %) n'avait pu par la suite être ramenée à un rythme inférieur à 7-8 %. Elle s'était même accélérée à partir d'août 1972. Les salaires eux aussi progressaient très rapidement : les gains moyens de l'ensemble des salariés étaient en octobre 1972 supérieurs de 17 % à ceux d'un an auparavant.

Pendant l'été 1972, le Gouvernement anglais a essayé, en vain, d'élaborer avec les syndicats et les industriels une politique des prix et des revenus. N'y étant pas parvenu, il a instauré autoritairement un blocage des prix, des salaires, des loyers et des dividendes le 6 novembre 1972, blocage qui a duré jusqu'à la fin mars pour les salaires, loyers et dividendes et jusqu'à fin avril pour les prix. A cette phase I de blocage succède actuellement une phase II de limitation des hausses.

Le blocage a eu un effet de ralentissement certain sur les salaires : les gains moyens de l'ensemble des salariés n'ont augmenté que de 1,0 % entre novembre 1972 et mars 1973.

Par contre le ralentissement des hausses de prix a été peu marqué. Certes, les fortes hausses des mois précédant le blocage (+ 0,8 % en août, + 1,4 % en octobre) ne sont pas reproduites mais les hausses ont été en moyenne de 0,6 % par mois soit un rythme annuel de 7 % environ. En avril la hausse a été particulièrement forte (1,9 %) mais cela est dû notamment à l'introduction de la T.V.A. le 1er avril. Mis à part le mois d'avril, le principal facteur de hausse pendant la période de blocage a été l'augmentation des prix des produits alimentaires frais qui n'étaient pas soumis au blocage : les prix de l'ensemble de l'alimentation ont ainsi augmenté de 1,5 % à 2 % par mois. Les prix des produits manufacturés et des services ont connu des hausses très modérées.

A la suite de la période de blocage la hausse des prix de détail a été moyennement forte : 0,7 % en mai, 0,5 % en juin et 0,4 % en juillet. Par contre celle des salaires a été assez forte, les gains hebdomadaires moyens ayant augmenté de 5,5 % pendant les trois mois faisant suite à la période de blocage.

Stabilisation à un haut niveau de la demande adressée à l'industrie, forte hausse des prix, accentuation de l'excédent de la balance commerciale sont les traits majeurs de l'évolution conjoncturelle récente en R.F.A., telle qu'elle se dégage des indicateurs statistiques.

Il ne sera guère fait état ici de deux faits d'une grande importance - abordés par ailleurs dans cette note (1) -, dont les conséquences ne se feront pleinement sentir qu'au cours des prochains mois, voire pour le second des prochaines années : d'une part les mesures prises sur le plan intérieur par les autorités, tant dans le domaine budgétaire et fiscal que dans le domaine monétaire, pour prévenir un excès de la demande et lutter contre l'inflation, d'autre part la nouvelle et très forte réévaluation de facto du D.M. depuis le début de 1973, qui résulte autant des fléchissements des cours du dollar, de la livre et de la lire que de réévaluations officielles de la devise allemande. Mais il est probable que déjà, au cours des derniers mois, ces faits ont exercé une certaine influence sur les anticipations et le comportement des agents économiques.

#### I - La stabilisation à un haut niveau de la demande adressée à l'industrie.

Dès le tout début de 1972 le ralentissement conjoncturel observé au cours des années 1970 et 1971 ne paraissait plus devoir conduire à une franche récession ; mais ce n'est guère qu'à la fin de l'été 1972 qu'une véritable reprise a commencé de se traduire dans les chiffres ; elle a revêtu alors, pendant quelque six mois, une très grande ampleur comme le montrent l'évolution de la production industrielle et surtout celle des commandes adressées à l'industrie, mais depuis la fin de l'hiver 1972-1973 on n'enregistre plus de nouveaux progrès de ces indicateurs et depuis le début de l'été 1973, du fait sans doute de mesures prises en mai par le Gouvernement Fédéral, les opinions et perspectives des industriels se font nettement moins optimistes, comme d'ailleurs celles des entrepreneurs du bâtiment, des commerçants et des ménages.

Quelques pourcentages indiquant de combien le niveau moyen du premier semestre 1973 était supérieur au niveau moyen de l'ensemble de l'année 1972 (2) permettront d'apprécier l'ampleur de la reprise intervenue à l'automne 1972 : de quelque 5,5 % pour le P.N.B. (3), de 7 % environ pour l'indice de la production industrielle, de 19 % pour l'ensemble des commandes adressées à l'industrie (4), de plus de 25 % pour celles en provenance de l'étranger. Depuis le début de 1973 cependant, si les commandes en provenance de l'étranger progressent quelque peu, celles en provenance du marché intérieur se réduisent légèrement et la production industrielle s'est stabilisée à un niveau élevé. Ces résultats

(1) Dans la première partie du corps de la Note ; à propos de la hausse des taux d'intérêt en R.F.A. et de la réévaluation de facto du D.M. voir également les annexes II et III.

(2) Niveau déjà quelque peu relevé par les résultats du 4ème trimestre 1972.

(3) Source Bundesbank. Ce résultat tient aussi à une très forte activité du bâtiment au cours du premier trimestre, l'hiver 1972-1973 ayant été très doux.

(4) Statistiques en valeur.

sont recoupés par les indications fournies sur leurs carnets de commandes par les industriels interrogés par l'I.F.O. ; ceux-ci, par ailleurs, signalaient un léger fléchissement entre avril et juillet 1973 dans le taux d'utilisation de leurs capacités, qui reste quelque peu supérieur à sa moyenne sur longue période.

Sur le marché de l'emploi les offres après une progression de la rentrée 1972 au début de 1973 se sont stabilisées à un niveau élevé (quelque 600.000) ; le nombre de chômeurs, après une réduction temporaire au cours de l'hiver 1972-1973, dûe pour une grande part aux circonstances climatiques, a repris une lente progression et s'élève, maintenant, à 300.000 personnes contre 150.000 en 1970, où il avait atteint un minimum. Le nombre de salariés occupés dans l'ensemble de l'économie qui avait fléchi du printemps 1971 au printemps 1972 s'est depuis lors quelque peu accru : de 0,6 % de mai 1972 à mai 1973, l'essentiel de la progression étant, il est vrai, acquis au cours des six derniers mois.

La vigueur de la reprise en R.F.A. paraît avoir été provoquée par un exceptionnel développement des commandes en provenance de l'étranger, portant notamment sur les biens d'investissement, par une reprise des commandes intérieures de biens d'équipement, induite sans doute en partie par le développement de la demande étrangère et par une amélioration des marges bénéficiaires, enfin par un processus de reconstitution des stocks, qui a influé sur la demande adressée aux producteurs de biens intermédiaires. En revanche, la consommation privée se développe à un rythme relativement lent, de l'ordre de 3,5 % par an, et l'industrie du bâtiment, qui en 1970-1971 avait bénéficié d'une très forte demande de logements, enregistre un sensible fléchissement de ses carnets de commandes.

La croissance en volume du P.N.B. pourrait être de l'ordre de 6 % en 1973, contre un peu moins de 3 % en 1971 et 1972.

## II - Une forte hausse des prix

En un an, d'août 1972 à août 1973, les prix à la consommation se sont accrus de 7,2 %, les prix industriels à la production de 7,4 % pour les produits destinés au marché intérieur, et d'autant à l'exportation. La hausse des prix paraît ainsi au moins aussi rapide, si ce n'est plus, qu'elle l'avait été à la fin de la période précédente de haute conjoncture. Deux facteurs nouveaux, il est vrai, sont intervenus : une forte augmentation des prix agricoles à la production - ceux-ci se sont toutefois sensiblement repliés de mai à juillet -, une très forte hausse des prix à l'importation, l'appréciation du D.M. par rapport aux autres monnaies n'ayant que partiellement compensé la flambée des cours mondiaux. Il reste que, même hors alimentation, la hausse des prix à la consommation est importante et que la très forte réévaluation de fait du D.M. intervenue depuis le début de l'année n'a pas empêché, du moins jusqu'ici, d'importants relèvements de prix de la part des entreprises industrielles, même à l'exportation.

En revanche si le taux de progression des salaires s'est accéléré, il reste bien en-deçà des rythmes atteints à la fin de la phase précédente de haute conjoncture.

Le tableau ci-dessous donne quelques éléments d'appréciation sur les rythmes récents de hausse des prix et des salaires. Le rythme récent est mesuré par la variation sur un an (1) de divers indices : au moins pour les prix industriels à la production, les prix à la consommation hors alimentation et les salaires, le rythme effectif de hausse au cours des derniers mois ne paraît pas inférieur au rythme moyen connu depuis un an. Les perspectives de prix des entrepreneurs interrogés au cours de l'été par l'I.F.O., exception faite de ceux du bâtiment, ne conduisaient pas à penser qu'une décélération notable pourrait intervenir au cours des prochains mois.

Quelques indicateurs de la hausse des prix et des salaires

Pourcentages annuels de variation

	1969	1970	1971	1972	Dernier mois connu	
	1968	1969	1970	1971	Mois correspondant de 1972	
- Prix industriels à la production (marché intérieur) .....	+ 2,2	+ 5,9	+ 4,7	+ 3,2	+ 7,4 (août)	
dont : - produits intermédiaires .....	+ 2,2	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,9	+ 9,3 (id- )	
- biens d'équipement ..	+ 3,5	+ 8,5	+ 6,9	+ 3,1	+ 4,5 (id- )	
- biens de consommation .....	+ 2,4	+ 4,8	+ 4,3	+ 4,5	+ 9,2 (id- )	
- Prix à l'exportation .....	+ 5,2	+ 4,8	+ 4,3	+ 2,4	+ 7,4 (juillet)	
- Prix à l'importation .....	+ 2,5	- 0,7	- 0,5	- 0,1	+17,3 ( id- )	
- Prix à la consommation .....	+ 2,7	+ 3,8	+ 5,2	+ 5,8	+ 7,2 (août)	
dont : - alimentation .....	+ 3,5	+ 2,6	+ 3,9	+ 6,3	+ 7,5 (id- )	
- autres biens et services .....	+ 2,3	+ 4,3	+ 5,6	+ 5,5	+ 7,0 <sup>e</sup> (id- )	
- Prix agricoles à la production (1) .....		+ 3,5	- 7,6	+ 8,6	+ 11,5	+ 6,4 (juillet)
- Salaires et traitements par salarié (effectifs)						
- ensemble de l'économie .....	+ 9,2	+14,7	+11,9	+ 9,5	+11,8 (2ème trim.)	
- industrie (y.c. bâtiment) ..	+ 9,8	+16,7	+10,8	+ 9,5	+11,1 ( id- )	

(1) Campagnes (de juillet à juin).

Source : Bundesbank

III - L'ACCENTUATION DE L'EXCEDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE

L'excédent trimestriel de la balance commerciale avait été de 1967 à 1971 de l'ordre de 4 milliards D.M. (2). Il s'est fortement renforcé depuis l'été 1972 pour atteindre au printemps et au début de l'été 1973 un rythme de l'ordre de 7,5 milliards D.M. (3).

(1) Les données de référence étant des taux de variation calculés sur moyenne annuelle, ceci conduit à sous-estimer quelque peu les rythmes de hausse qui ont pu être atteints dans le passé.

(2) Excédent annuel compris entre 15,6 milliards D.M. (1969) et 18,4 milliards (1968). Importations CAF - exportations FOB.

(3) Le taux de couverture CAF - FOB des importations par les exportations s'est établi pour l'ensemble des sept premiers mois de 1973 à un niveau de l'ordre de 120 %.

Ce renforcement de l'excédent de la balance commerciale est dû à une très forte accélération de la croissance en volume des exportations : de 1969 à 1972 l'indice du volume des exportations s'était accru annuellement de quelque 8 % ; du premier semestre 1972 au premier semestre 1973 l'augmentation est de 18 % : elle correspond, avec une certaine atténuation (1), au très vif développement des commandes à l'exportation. En revanche, en volume, la croissance des importations ne se renforçait pas : de 1969 à 1972 l'indice du volume des importations avait crû à un rythme annuel un peu supérieur à 10 % ; du premier semestre 1972 au premier semestre 1973 l'augmentation est de l'ordre de 10 %, peu supérieure à celle de l'indice de la production industrielle au cours de cette période, alors qu'elle lui avait été très supérieure au cours des années précédentes : l'indice de la production industrielle s'était accru de 6,1 % en 1970, de 1,7 % en 1971 et 13,9 % en 1972.

Les termes de l'échange ont fléchi du premier semestre 1972 au premier semestre 1973 : les valeurs moyennes à l'exportation sont restées pratiquement stables alors qu'à l'importation elles augmentaient de 4 % (2). Cette évolution contraste avec celle observée au cours des années précédentes : entre 1969 et 1972 les valeurs moyennes à l'exportation avaient augmenté de 5 %, tandis que les valeurs moyennes à l'importation diminuaient d'autant ; cette amélioration des termes de l'échange compensait les effets d'une croissance en volume des importations supérieure à celle des exportations.

Les déficits des postes services et transferts de la balance des paiements augmentant assez régulièrement, l'excédent des paiements courants, de l'ordre de 10 milliards D.M. en 1967 et 1968, s'était fortement réduit : au cours des années 1971 et 1972, il était de 1,2 milliards D.M. : de la fin de 1971 à l'été 1972 apparaissait même un très léger déficit. Le renforcement de la balance commerciale a entraîné un excédent - sur base trimestrielle - de 1 milliard D.M. au quatrième trimestre 1971 et au premier trimestre 1972, de 2 milliards D.M. au deuxième trimestre 1972, de la balance des paiements courants.

- 
- (1) En valeur (DM) les commandes en provenance de l'étranger se sont accrues de 38 % entre les premiers semestre 1972 et 1973.
- (2) Ces évolutions diffèrent très fortement, sinon dans leur sens, du moins dans leur ampleur, de celles retracées par les indices de prix à l'exportation et à l'importation. On peut mentionner trois causes de ces divergences :
- a) Les méthodes d'élaboration d'indices classiques de prix d'une part, d'indices de valeurs moyennes d'autre part, diffèrent nettement. On peut penser dans ces conditions qu'il est préférable d'utiliser les indices de prix à l'importation et à l'exportation pour les comparer aux indices de prix intérieurs ou à des indices analogues élaborés à l'étranger, mais qu'en revanche il convient d'utiliser les indices de valeurs moyennes pour des comparaisons internationales, ce type d'indice étant élaboré dans tous les pays. Les indices de volumes sont, eux, des indices de type classique, ne différant guère dans leur méthode d'élaboration des indices de la production industrielle.
- b) Les indices de prix à l'importation et à l'exportation retracent le niveau des prix à la conclusion du contrat, les indices de valeurs moyennes au passage en douane. Les prix des livraisons sont une moyenne à retards échelonnés des prix à la fixation du contrat.
- c) En cas de variations des taux de change se pose le problème de la conversion en monnaie nationale des contrats facturés en monnaie étrangère. Pour un même contrat le taux de conversion utilisé n'est pas le même à la date de conclusion du contrat et à la date du passage en douane.

L'économie néerlandaise qui n'avait été que peu affectée par le ralentissement économique qu'ont connu la plupart des pays occidentaux en 1970 et 1971 (le rythme de croissance de la production industrielle s'est seulement réduit à 7 % pendant ces deux années contre 12 % auparavant) a retrouvé en 1972 un rythme de croissance élevé. La croissance de 1972 a surtout été entraînée par la forte augmentation des exportations. Par contre la consommation privée a été peu dynamique et les investissements du secteur privé ont connu une baisse.

Au cours du 1er semestre 1973 la demande intérieure n'a toujours pas été très dynamique et la croissance de la production paraît avoir marqué un temps d'arrêt, ce qui a entraîné une détérioration de l'emploi. Pendant ce temps les prix continuent à connaître une forte hausse que les mesures de contrôle ont du mal à freiner.

#### La production marque un temps d'arrêt au 1er semestre 1973

L'indice de la production industrielle a été pratiquement stable de décembre 1972 à juillet 1973 après avoir connu un rythme annuel de croissance d'environ 11 % en 1972. Cet arrêt dans la croissance semble être provoqué par le manque de dynamisme de la demande intérieure (il a sans doute été accentué par les grèves qui ont eu lieu en mars et avril). L'indice des carnets de commandes dans l'industrie n'a pratiquement pas varié entre janvier et mai, et l'on note même, par rapport aux mois correspondants de 1972, une dégradation des commandes dans les industries productrices de biens de consommation. La consommation des ménages au 1er trimestre 1973 ne dépassait pas en volume le niveau du 1er trimestre 1972.

Le plafonnement de la production industrielle a entraîné une détérioration de la situation de l'emploi. Le nombre des chômeurs qui s'était fortement accru à partir du début de 1971 à la suite du ralentissement de la croissance de la production n'avait commencé à diminuer qu'au milieu de 1972. Cette baisse n'a été que de courte durée, il a à nouveau augmenté à partir de janvier 1973 et a retrouvé en juin dernier le haut niveau atteint un an auparavant. Cette remontée du chômage pourrait n'être que temporaire car, d'un autre côté, les offres d'emploi sont en augmentation depuis la fin de 1972.

#### L'inflation continue à être forte

Les mesures de lutte contre l'inflation adoptées en novembre 1972 ne semblent pas avoir eu un effet décisif en ce qui concerne la hausse des prix. Tout au plus celle-ci a été contenue dans les limites de la tendance antérieure malgré une augmentation de 2 % du taux normal de la T.V.A. (1) Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente les prix à la consommation ont augmenté de 8,1 % au quatrième trimestre 1972 et de 7,7 % et 8,2 % au cours des deux premiers trimestres 1973.

(1) Le taux normal de T.V.A. a été augmenté de 14 % à 16 %, le taux réduit de T.V.A. appliqué aux produits de première nécessité restant à 4 %.

En ce qui concerne les salaires en revanche, on note un certain freinage des augmentations : la progression du taux de salaire hebdomadaire moyen au cours des cinq premiers mois n'a pas dépassé 10 % par rapport à la période correspondante de 1972. Un an plus tôt le rythme de progression enregistré était de l'ordre de 14 %. Cependant on prévoit que les résultats obtenus par les salariés à la suite des grèves au premier semestre 1973 entraîneront une accélération de la croissance des salaires.

Malgré un certain nombre d'avantages sociaux accordés par les pouvoirs publics depuis le début de l'année, il est vraisemblable que le pouvoir d'achat des ménages a progressé assez lentement depuis plusieurs mois, ce qui expliquerait la faiblesse de la consommation privée.

Le nouveau Gouvernement entré en fonction au mois de mai 1973 a adopté un certain nombre de mesures visant à renforcer le contrôle des prix. On note ainsi un léger durcissement des règles concernant la fixation des prix dans le secteur des services ainsi que l'instauration d'un délai préalable d'un mois avant toute majoration des prix. Il ne s'agit pas là de modifications fondamentales par rapport aux règles de fixation des prix en vigueur depuis novembre dernier ; le fait important réside plutôt dans la volonté de rigueur mise en avant par le Premier Ministre dans la déclaration gouvernementale du 25 mai dernier.

#### Le solde commercial s'est amélioré

Le commerce extérieur, traditionnellement déficitaire (en données C.A.F. - F.O.B.) a connu un léger excédent aux 1er et 2ème trimestres 1973. Les exportations ont en effet augmenté plus vite que les importations et les ont dépassées. Ces deux grandeurs ont connu une croissance vigoureuse. Elles ont respectivement augmenté au 1er semestre 1973 de 26 % et 21 % en valeur par rapport au 1er semestre 1972 (et de 21 % et 16 % en volume). Le niveau très élevé des exportations au 1er semestre 1973 tient peut-être à un comportement d'anticipation des commandes imputable à la réévaluation de fait du florin intervenue au 1er semestre. La forte croissance des importations a été entraînée par un mouvement important de reconstitution des stocks.

Les valeurs moyennes ont assez fortement augmenté ces derniers temps. A l'importation elles étaient restées stables en 1972, la revalorisation progressive du florin compensant la hausse des prix mondiaux, mais elles ont fortement augmenté à partir de novembre 1972. La réévaluation de 5 % du florin effectuée en septembre entraînera sans doute un arrêt ou un ralentissement de cette hausse. A l'exportation les valeurs moyennes qui étaient restées stables en 1970 et 1971 ont augmenté depuis avril 1972 à un rythme d'environ 6 %.

## BELGIQUE

La Belgique qui avait traversé, comme beaucoup d'autres pays, une phase de stagnation en 1970 et 1971, a connu une reprise de la production au cours de l'année 1972. Le principal moteur de cette reprise a été la forte croissance des exportations, cependant que la demande intérieure, notamment la consommation des ménages, était peu dynamique. Pendant le 1er semestre 1973 la production industrielle est restée à un haut niveau mais n'a pas connu une très forte croissance par rapport au niveau atteint à la fin de 1972, car la consommation des ménages est restée faible. Le chômage, s'il n'a plus connu d'augmentation rapide depuis la fin de 1972 est cependant resté assez élevé pendant le premier semestre 1973. Sur le plan des prix, la Belgique a obtenu des résultats meilleurs que ceux de la plupart des pays occidentaux : la hausse des prix de détail est maintenue depuis février dernier à un rythme annuel inférieur à 5,5 %. Cependant les salaires paraissent connaître actuellement une accélération.

### La production industrielle souffre de la faiblesse de la consommation privée

La production industrielle qui avait stagné en 1970 et 1971 a connu tout d'abord une légère reprise au début de 1972 puis une franche reprise à partir du milieu de 1972. Au 4ème trimestre 1972 elle était supérieure de 11 % à son niveau d'un an avant (d'après l'O.C.D.E.). Pendant le 1er semestre 1973 elle s'est simplement maintenue au haut niveau atteint, sans connaître de croissance.

Le principal moteur de la croissance en 1972 a été la très forte croissance des exportations. Ces dernières ont continué à être très dynamiques. Elles ont été pendant les 5 premiers mois de 1973 supérieures de 22 % en valeur au niveau atteint pendant les mêmes mois de 1972. (Entre ces deux mêmes périodes les importations ont augmenté de 21 % en valeur, et la balance commerciale a conservé un excédent assez substantiel). Pendant le 1er semestre 1973 deux autres postes de la demande ont connu une forte croissance : les dépenses publiques ont augmenté au 1er semestre 1973 de 20 % par rapport au 1er semestre 1972 et les investissements privés ont été assez dynamiques (les dépenses d'investissement des entreprises industrielles privées devraient augmenter de 14 % en valeur et 8 % en volume en 1973 par rapport à 1972).

Par contre la consommation privée est restée faible. Les ventes au détail en volume sont restées stables jusqu'en avril et n'ont connu qu'une faible hausse en mai.

La croissance de la production en 1972 et son maintien à un haut niveau au 1er semestre 1973 ont permis une meilleure utilisation des capacités de production. Leur taux d'utilisation est remonté d'un minimum de 82 % l'hiver 1971-1972 à plus de 85 % en mai 1973. Il faut noter qu'il existe encore une marge par rapport au taux maximum de plus de 87 % enregistré à la fin de 1969.

Par contre, la situation de l'emploi n'a pas reflété la croissance de la production. Le nombre de personnes employées dans l'industrie n'a que faiblement augmenté depuis le milieu de 1972 et, si l'augmentation rapide du nombre de chômeurs apparue au début de 1971 a cessé à la fin de 1972, il n'y a eu qu'une baisse très brève au début de 1973, suivie d'une nouvelle augmentation. Le nombre d'offres d'emploi non satisfaites qui avait augmenté à partir du milieu de 1972, est stable depuis le début de 1973 (chiffres connus jusqu'en mai).

La hausse des prix est maintenue dans des limites raisonnables, celle des salaires est forte

La Belgique a connu en 1971 et au 1er semestre 1972 une hausse des prix de détail relativement modérée par rapport à celle d'autres pays occidentaux (rythme annuel de 5,5 %). Cette hausse des prix s'est accélérée au 2ème semestre 1972 (rythme annuel d'environ 8 %), mais a été ramenée au rythme antérieur après le mois de février (les prix de détail ont augmenté de 2,6 % entre février et août 1973, soit à un rythme annuel de 5,2 %). Le gouvernement Belge a en effet mis en place en février un plan anti-inflationniste comportant l'établissement d'un délai de déclaration préalable des prix de 3 mois pour les grandes entreprises, un blocage pour deux mois des tarifs publics, un renforcement de la réglementation des ventes à tempérament et des prêts personnels. Ce plan anti-inflationniste a été renforcé en juillet dernier : le délai de déclaration de hausse des prix, maintenu à 3 mois, peut être appliqué aux petites et moyennes entreprises ; un gel de 3 % du produit des exportations a été décidé et l'encadrement du crédit a été renforcé.

La hausse des prix de gros des produits manufacturés se maintient au rythme annuel de 3 % depuis le début de 1971 mais a montré une légère accélération en juin et juillet.

La hausse des salaires dans l'industrie qui était relativement forte depuis le milieu de 1970 (rythme annuel de hausse de 14 % environ pour les gains horaires), s'est encore accélérée récemment : en juin 1973 les gains horaires dans l'industrie étaient supérieurs de 16,7 % à leur niveau d'un an avant. Cette forte hausse des salaires risque de compromettre la relative modération de la hausse des prix.

## ITALIE

Après deux longues années de stagnation faisant suite aux grèves de fin 1969, l'Italie a connu une certaine reprise en 1972, reprise qui s'est affirmée au cours du 1er semestre 1973. Par ailleurs, il y a eu une forte accélération de l'inflation et une spéculation contre la lire entraînant une détérioration de la balance des paiements.

### Une certaine reprise de l'offre et de la demande

En 1972 la production intérieure brute aux prix du marché a connu un accroissement de 3,2 %. Ce taux de croissance n'était pas très fort mais constituait un progrès par rapport à celui qui fut réalisé en 1971 (1,6 %). L'accroissement de la production a été entraîné par une augmentation de la consommation privée, de la consommation publique et des exportations, tandis que la formation brute de capital fixe était légèrement en baisse par rapport à celle de l'année précédente (après une chute marquée en 1971). Parallèlement à la reprise de la production et de la demande, les importations qui avaient stagné en 1971 ont connu une croissance relativement forte en 1972.

La reprise de la production industrielle a eu lieu au 4ème trimestre 1972. Elle a été momentanément interrompue au 1er trimestre 1973 par les grèves qui ont marqué les discussions des conventions collectives dans les industries mécaniques et métallurgiques mais s'est ensuite à nouveau affirmée. Ainsi l'augmentation de la production industrielle entre les 2èmes trimestres de 1972 et 1973 a été de 9,5 %.

Du côté de la demande les ventes au détail dans les grands magasins ont connu un haut niveau à partir de l'été 1972. Les achats, gonflés au 4ème trimestre, avant l'introduction de la T.V.A. au 1er janvier 1973, ont accusé un ralentissement en janvier 1973 mais ont repris par la suite.

La croissance de la production a entraîné une amélioration de l'emploi. Les dernières enquêtes trimestrielles d'avril et de juillet 1973 montrent une augmentation du nombre total de personnes employées alors que ce nombre avait diminué depuis 1970 pour atteindre un minimum en janvier 1973. Dans l'industrie ce n'est qu'en juillet qu'on constate une augmentation de l'emploi. Cette reprise de l'embauche a permis une diminution du chômage. Le nombre des chômeurs a retrouvé en juillet le bas niveau de 600.000 connu en 1970 et 1971.

### Une forte accélération de l'inflation

Alors que l'Italie avait connu jusqu'au milieu de 1972 une hausse des prix relativement modérée par rapport à celle des autres pays européens, cette hausse s'est accélérée depuis lors et se trouve actuellement parmi les plus fortes en Europe.

Les prix de détail avaient augmenté à un rythme annuel de 5 % environ du début de 1969 au début de 1972. Leur hausse s'est accélérée à partir de mai 1972 et a connu une nouvelle accélération du fait de l'introduction de la T.V.A. au 1er janvier 1973. En août 1973 les prix de détail étaient supérieurs de 11,8 % à leur niveau d'août 1972. Si la hausse des prix des produits alimentaires est, comme dans tous les pays la plus forte, elle est cependant suivie de près par celle des prix des produits non alimentaires et des services.

Taux de croissance des prix de détail  
d'août 1972 à août 1973

global .....	11,8 %
produits alimentaires .....	13,0 %
produits non alimentaires .....	11,0 %
services .....	10,8 %

Les prix de gros, aussi bien agricoles que non agricoles, connaissent actuellement une très forte hausse. Les prix de gros agricoles qui avaient augmenté de 18,5 % entre décembre 1971 et décembre 1972 (dont 12 % pendant le 2ème semestre), ont augmenté de 14,9 % en sept mois de janvier à juillet 1973 (1). Les prix de gros non agricoles qui avaient connu un rythme annuel de hausse de 2,5 % du début de 1971 au milieu de 1972, puis de plus de 8 % entre juillet et décembre 1972 ont presque triplé ce dernier rythme de hausse au 1er semestre 1973 : ils ont augmenté de 13,6 % entre janvier et août 1973 soit en 7 mois (1). La forte augmentation des valeurs moyennes à l'importation (+ 20 % en 6 mois de décembre 1972 à juin 1973) est sans doute pour une grande part responsable de la hausse des prix de gros non agricoles.

La hausse des salaires connaît elle aussi une forte accélération depuis la fin de 1972. Les taux horaires dans l'industrie manufacturière qui croissaient depuis le début de 1971 à un rythme annuel de 11 % environ, ont augmenté de 18,2 % en six mois de décembre 1972 à juillet 1973 et se retrouvaient ainsi supérieurs de 26,8 % à leur niveau d'un an avant.

Devant l'accélération de la hausse des prix, le Gouvernement a pris en juillet un certain nombre de mesures anti-inflationnistes : les prix des biens de large consommation sont bloqués jusqu'au 31 octobre au niveau atteint le 16 juillet 1973 puis leur augmentation sera réglementée, les prix des produits industriels produits et distribués par des entreprises de grande dimension sont bloqués pendant 90 jours puis ne pourront être augmentés qu'à la suite d'une autorisation.

(1) Un nouvel indice des prix de gros, ne comprenant pas les impôts indirects, est publié depuis janvier 1973 et ne permet pas de raccorder les données de 1972 à celles de 1973.

### Les relations avec l'extérieur

Les exportations et les importations de marchandises ont connu une croissance assez forte au cours de 1972. L'évolution d'une année sur l'autre des données en valeur (exprimées en liras), des indices de volume et des indices de valeurs moyennes a été la suivante pendant les trois dernières années.

	Valeurs			Volumés			Valeurs moyennes		
	1970	1971	1972	1970	1971	1972	1970	1971	1972
Exportations (fob) ...	+ 12 %	+ 13 %	+ 16 %	+ 7 %	+ 7 %	+ 14 %	+ 5 %	+ 6 %	+ 1 %
Importations (caf) ...	+ 20 %	+ 6 %	+ 14 %	+ 15 %	- 2 %	+ 12 %	+ 4 %	+ 8 %	+ 2 %

L'accroissement des exportations et des importations en 1972 est presque entièrement dû à un accroissement en volume, les valeurs moyennes n'ayant pratiquement pas augmenté d'une année sur l'autre. Ce sont les importations qui ont connu le redressement le plus sensible par rapport à l'année précédente pendant laquelle elles avaient diminué en volume, et elles ont continué au 1er semestre 1973 à être bien plus vigoureuses que les exportations.

### INDICE DE VOLUME DU COMMERCE EXTERIEUR TAUX DE CROISSANCE PAR RAPPORT A LA PERIODE CORRESPONDANTE DE L'ANNEE PRECEDENTE

	1 9 7 2				1973
	I	II	III	IV	Janv. -Mai
Exportations .....	+ 15 %	+ 17 %	+ 7 %	+ 16 %	- 5 %
Importations .....	+ 2 %	+ 11 %	+ 16 %	+ 19 %	+ 11 %

Il faut cependant noter que l'introduction de la T.V.A. au 1er janvier 1973 a entraîné des décalages dans le temps des courants du commerce extérieur en gonflant à la fois les importations et les exportations avant le 1er janvier 1973 (pour les importateurs il s'agissait d'éviter le nouveau système de taxes et pour les exportateurs d'éviter les hausses de prix attendues).

D'autre part les grèves qui ont eu lieu dans l'industrie mécanique et métallurgique au début de 1973 ont entraîné une forte baisse des exportations de ce secteur.

Les valeurs moyennes du commerce extérieur qui avaient peu augmenté de 1971 à 1972 (notamment à l'exportation) ont connu une très forte hausse au cours du 1er semestre 1973. Entre décembre 1972 et juin 1973, soit en six mois, elles ont augmenté de 20 % à l'importation, reflétant ainsi la dévalorisation de la lire, et de 12 % à l'exportation, répercutant ainsi à l'étranger une partie de l'inflation intérieure.

La balance commerciale n'a pas connu de détérioration en 1972 par rapport à 1971 : en données CAF-FOB, le déficit a été de 429 milliards de lires contre 540 milliards l'année précédente.

D'un point de vue structurel il est intéressant de noter que les principaux responsables du déficit de la balance commerciale sont les produits alimentaires et les biens intermédiaires.

Mais pendant le 1er semestre 1973 la balance commerciale a connu une détérioration : le déficit a été de 1.578 milliards de lires pendant les 7 premiers mois de 1973, contre 201 milliards pendant les mêmes mois de 1972. Plusieurs causes ont entraîné cette détérioration : les difficultés des industries mécaniques et métallurgiques, le développement rapide des importations de matières premières et de produits alimentaires, le renchérissement des prix à l'importation entraîné par la hausse des cours mondiaux et la dépréciation de la lire.

Si la balance commerciale n'a pas connu de grand changement entre 1971 et 1972, par contre la balance des paiements en termes de règlements a connu une détérioration.

Cette détérioration de la balance globale en 1972 (d'un excédent de 490 milliards de lires à un déficit de 747 milliards) est due à des sorties de capitaux, notamment en début d'année, et au jeu de la spéculation contre la lire sur les délais de paiements des importations et des exportations : les importations ont donné lieu à des paiements anticipés tandis que les rapatriements des paiements des exportations étaient retardés. Ainsi la balance des paiements courants en termes de règlements a présenté en 1972 un déficit de 291 milliards de lires tandis que cette même balance en termes de transactions présentait un excédent de 990 milliards.

Pendant les sept premiers mois de 1973, la balance globale des paiements en termes de règlements a continué à se dégrader : elle a connu un déficit de 847 milliards de lires contre un déficit de 204 milliards pendant la période correspondante de 1972. Cette dégradation de la balance des paiements a entraîné une diminution des réserves officielles nettes qui sont passées de 3.460 milliards de lires en décembre 1972 à 2.770 milliards en juillet dernier.



*les collections  
de l'insee*

**SÉRIE C  
"COMPTES ET  
PLANIFICATION"  
N° 23**

**RAPPORT  
SUR LES COMPTES  
DE LA NATION  
1972**

I - LE RAPPORT, document d'actualité qui retrace l'évolution économique au cours de l'année 1972 et présente les principaux résultats des Comptes annuels.

• II - LES TABLEAUX COMMENTÉS, document de référence, regroupant, par domaines d'information, les données chiffrées détaillées accompagnées de notes techniques et commentaires économiques succincts.

• III - LES COMPTES ET AGREGATS, documentation de base indispensable pour toute étude économique sur la France entre 1968 et 1972.

LES 3 VOLUMES : 30 F

EN VENTE :

A l'I.N.S.E.E., 29, quai Branly,  
75700 PARIS.

C.C.P. PARIS 9063-62.

Dans toutes les Directions régionales et Observatoires économiques régionaux de l'I.N.S.E.E. et chez les libraires spécialisés.

SP 252

*les collections  
de l'insee*

**SÉRIE C  
"COMPTES  
ET PLANIFICATION"  
N° 24-25**

**Rapport technique  
sur les  
projections  
associées  
au VI<sup>e</sup> plan**

• Une description de la situation économique et démographique d'une année d'horizon (1975), cohérente avec les options de politique économique retenues dans le Plan.

• Des précisions sur les hypothèses et les méthodes utilisées pour construire ces projections.

• Un effort particulier d'explication et de relativisation des résultats, au niveau de la projection macroéconomique comme à celui de la projection détaillée par domaines particuliers.

Un volume 21 x 29,7 cm de  
380 pages : 25 F

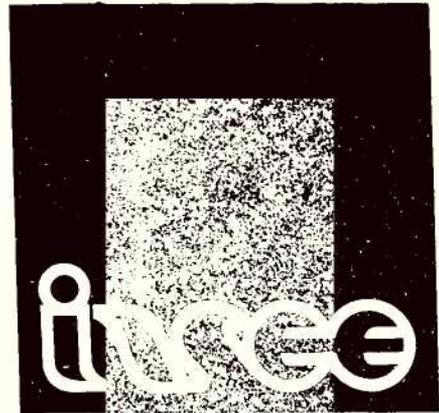
EN VENTE :

A l'I.N.S.E.E., 29, quai Branly,  
75700 PARIS.

C.C.P. PARIS 9063-62.

Dans toutes les Directions régionales et Observatoires économiques régionaux de l'I.N.S.E.E. et chez les libraires spécialisés.

SP 262



## INFORMATIONS RAPIDES

Pour répondre au souci de nombreux utilisateurs d'être informés au plus tôt, l'I.N.S.E.E. a créé un service : **Informations Rapides**.

Les abonnés à ce service reçoivent, au fur et à mesure de leur élaboration :

- Les notes rapides présentant les derniers indices connus et les premiers résultats des enquêtes de conjoncture. Elles permettent notamment la mise à jour permanente, en cours de mois, de « Tendances de la conjoncture » et de ses graphiques.

- Les cahiers de résultats détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées par l'I.N.S.E.E. : industrie, bâtiment, commerce, investissements, intentions d'achat...

Prix de l'abonnement annuel, France : 300 F - Etranger : 360 F - En vente à l'I.N.S.E.E. - 29, quai Branly, Paris-7<sup>e</sup> - C.C.P. 9063-62 Paris.